

L'IA américaine, sans aucune limite

TECHNOLOGIE Donald Trump a dévoilé une stratégie mêlant dérégulation de l'intelligence artificielle et soutien important à ses géants nationaux. Ce plan risque de compliquer encore l'ambition de l'UE de réguler ce secteur et de faire émerger des champions sur le continent

GRÉGOIRE BARBEY
ET ANOUCH SEYDTAGHIA

«Du pur génie.» Tels sont les mots employés par le président des Etats-Unis Donald Trump pour qualifier l'intelligence artificielle, technologie qui selon lui mériterait d'être renommée pour mieux faire ressortir sa dimension extraordinaire. Ces déclarations, qui ont sans doute plu aux patrons de la Silicon Valley, ont été faites durant un sommet sur l'IA à Washington, organisé ce mercredi. Le locataire du Bureau ovale en a profité pour présenter trois décrets censés garantir aux Etats-Unis une domination mondiale sur ce secteur en forte croissance, selon ses dires. Il devrait les signer durant la semaine.

Au-delà des superlatifs qui font la marque de fabrique de Donald Trump, la Maison-Blanche a également publié un document de 28 pages détaillant ces ambitions colossales. La stratégie tient peu ou prou en un mot: dérégulation. L'administration américaine entend en effet faire sauter tous les verrous qui freinent le développement de l'intelligence artificielle. Une approche trahissant l'euphorie suscitée par les promesses mirifiques de cette technologie. Mais ce n'est pas tout. Le président américain veut aussi forcer les éditeurs des grands modèles de langage à adopter sa ligne idéologique.

Une stratégie déclinée sur trois axes

L'introduction du plan d'action, signée de la main de Donald Trump, annonce la couleur. «Alors que nos concurrents se livrent à une course effrénée pour exploiter ces technologies, atteindre et maintenir une domination technologique incontestée et incontestable relève d'un impératif de sécurité nationale pour les Etats-Unis, écrit-il. Pour assurer notre avenir, nous devons exploiter pleinement toute la puissance de l'innovation américaine.»

La stratégie s'articule autour de trois piliers: accélérer l'innovation, développer les infrastructures nécessaires au développement de l'intelligence artificielle et jouer un rôle de premier plan en matière de diplomatie et de sécurité dans ce domaine. La Maison-Blanche a précisé qu'elle développerait ces prochains mois pas moins de 90 mesures qui permettront de concrétiser ces ambitions. Les autorités américaines prévoient notamment de faciliter l'octroi de permis de construire pour des nouveaux centres de données et des grands projets énergétiques. Cela passera, selon le document, par un rejet de la «paperasse bureaucratique» et du «dogme climatique radical».

Le plan d'action prévoit aussi d'encourager le développement de grands modèles de langage dont le code et les «poids» (paramètres) sont partagés publiquement, permettant aux entreprises de se les approprier, de les modifier et d'en proposer de nouvelles versions. Une démarche vertueuse favori-

90

Le nombre de mesures que la Maison-Blanche a déclaré prendre ces prochains mois pour concrétiser ses ambitions en matière d'IA.

20

En milliards d'euros, les sommes que l'UE ambitionne d'investir dans des «gigafactories» pour l'IA.



Donald Trump prononçant un discours au sommet de l'IA «Winning the AI Race», le 23 juillet 2025 à Washington. (ANDREW CABALLERO-REYNOLDS/AFP)

sant l'innovation, selon la Maison-Blanche. Celle-ci estime par ailleurs que les fonds fédéraux liés à l'intelligence artificielle ne devraient pas financer des Etats américains qui auraient adopté des réglementations trop contraignantes.

«Cela risque de mener à toutes sortes de dérives, tant éthiques que sociales, en négligeant les impacts humains»

SARAH NICOLE, SPÉCIALISTE EN GOUVERNANCE POLITIQUE ET TECHNIQUE

Si cette disposition reste pour l'heure vague, elle fait écho à un projet de loi controversé qui visait à imposer un moratoire d'une durée de dix ans. Ce moratoire aurait interdit aux autorités locales de se doter de leurs propres dispositions législatives dans ce secteur, comme le souligne *The Verge*. D'ailleurs, l'administration américaine souhaite interdire l'achat de logiciels jugés wokes. Donald Trump espère ainsi imposer aux éditeurs la publication de grands modèles de langage qui rechercheront la «vérité objective» plutôt que de véhiculer des «biais idéologiques».

«Avec des gouvernements et des entreprises concentrés uniquement sur la course à l'IA et sur qui la gagnerait – si tant est qu'il y ait une fin à cette course –, cela

risque de mener à toutes sortes de dérives, tant éthiques que sociales, en négligeant ses impacts humains et environnementaux», note Sarah Nicole, spécialiste en gouvernance politique et technique et chercheuse associée au Project Liberty Institute. La régulation n'est pas l'ennemi de l'innovation, ajoute-t-elle. «Elle permet au contraire de la rendre durable et bénéfique pour l'ensemble de la société.»

Ces annonces américaines, tant sur le plan de la dérégulation que du soutien aux investissements, accroissent la pression sur l'Europe. Bruxelles tente d'abord de maintenir le cap sur la régulation et son AI Act général, qui a commencé à entrer en vigueur mi-2024. Ces dernières semaines, des géants américains tels Google et Meta mais aussi le français Mistral AI ont demandé que la Commission européenne retarde la mise en œuvre de sa réglementation, estimant qu'elle nuirait aux chances de l'Europe d'être compétitive dans le domaine de l'IA, qui connaît une évolution rapide. Exclu, a affirmé début juillet la Commission européenne. Dans un an pile, ce règlement sera pleinement opérationnel, requérant notamment des obligations de transparence de la part des géants du secteur.

Dès le 2 août prochain déjà, le règlement s'appliquera aux modèles d'IA présentant des risques de sécurité très importants et aux modèles de base tels que ceux créés par Google, OpenAI, Meta, ou Anthropic.

Certains géants, à l'image de Meta, refusent de se plier aux injonctions de Bruxelles. Cette semaine, le groupe dirigé par Mark Zuckerberg a affirmé son

refus de signer le code de bonnes pratiques pour les modèles d'IA à usage général, récemment publié par la Commission européenne. Ce code a été conçu par Bruxelles pour compléter l'AI Act par des engagements volontaires concernant la sécurité, la transparence et la gouvernance.

Intérêt pour des «gigafactories»

Il faudra donc observer de près de quelle manière Bruxelles pourra faire respecter son règlement. Il n'est pas certain que tous les géants de la tech fassent front commun – Anthropic, éditeur du chatbot Claude, a ainsi dit qu'il signerait le code de bonne conduite –, mais la pression américaine sera énorme. En parallèle, des doutes existent depuis longtemps sur les moyens (techniques

et humains) dont dispose Bruxelles pour contrôler les géants de l'IA.

L'Union européenne tente en parallèle de tenir le choc au niveau des investissements. En février, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, affirmait vouloir que «l'Europe soit l'un des principaux continents en matière d'IA» lors d'un sommet sur cette thématique. A ce moment-là, Bruxelles annonçait aussi la mobilisation de 200 milliards d'euros pour des investissements dans l'intelligence artificielle sur le continent.

Le plan européen était alors que Bruxelles investisse 50 milliards d'euros, qui devaient s'ajouter à des engagements d'un montant total de 150 milliards d'euros d'acteurs privés. En parallèle, l'UE dévoilait son ambition de créer des *gigafactories* pour l'IA,

des super centres de données, via des investissements de 20 milliards d'euros. Cette semaine, Andy Yen, directeur de Proton, faisait d'ailleurs référence à l'ambition de créer ces super-usines pour implanter ses propres centres de données en Allemagne et en Norvège.

Washington prévoit de faciliter l'octroi de permis de construire pour de nouveaux centres de données

Et déjà, l'Europe semble passer de la théorie à la pratique. Fin juin, Henna Virkkunen, vice-présidente exécutive de la Commission européenne chargée de la souveraineté technologique, affirmait que 76 entreprises avaient proposé de développer les gigantesques usines d'intelligence artificielle européennes, dans 16 Etats membres et sur 60 sites différents. Pour l'heure, les noms des entreprises intéressées sont tenus secrets. Il s'agit, selon la Commission, d'entreprises européennes et non européennes, parmi lesquelles des géants de la technologie, des opérateurs de centres de données, des fournisseurs de télécommunications, des fournisseurs d'électricité et des investisseurs financiers.

Patience, patience...

Au total, ces entreprises ont annoncé leur intention d'acquérir au moins 3 millions de processeurs d'IA (puces) de dernière génération, a précisé Henna Virkkunen. Mais attention, ce ne sont pour l'heure que des déclarations d'intention, puisque la Commission européenne ne lancera qu'à la fin de l'année un appel officiel à la création de ces *gigafactories*. D'ici là, OpenAI, Meta ou Google auront fait sortir de terre de nombreux centres de données aux Etats-Unis. ■